

C H A P I T R E    I VLE ROLE REPRESSIF DE LA PROPAGANDE.

Solidarité avait brisé le monopole de propagande du pouvoir. Le syndicat n'avait pas eu accès à la radio ni à la télévision, mais il avait édité des centaines de titres, allant de l'hebdomadaire Solidarnosc aux journaux d'entreprises, échappant pour la plupart à la censure. L'existence de ces circuits d'information et d'opinion indépendants avait grandement influencé les media officiels, obligés de s'en tenir de plus près à la vérité et de renoncer à une propagande trop pesante. Tout mensonge officiel provoquait aussitôt la réplique de la presse indépendante.

La frustration entraînée par l'état de guerre fut d'autant plus grande que sa propagande ne se soucia plus d'être conforme aux faits mais obéit aux ordres politiques. Elle donnait à entendre que la société était soulagée et soutenait le pouvoir militaire, ce qui était loin de correspondre aux sentiments véritables de la population.

Cette thèse d'une base sociale favorable au gouvernement s'appuyait sur les affirmations suivantes :

- 1) - La protestation ouvrière d'août 1981 avait été juste, mais par la suite, le mouvement syndical avait été dominé par de petits groupes d'individus qui l'orientaient et l'utilisaient à leurs fins politiques contraires aux intérêts des ouvriers.
- 2) - Ces individus et l'opposition, plus généralement, n'agissaient d'ailleurs ni pour leur propre compte, ni selon leurs convictions, mais sur commande de centres étrangers visant à ruiner la Pologne.

On présenta Solidarité et les autres syndicats indépendants comme un troupeau passif, sans opinion, manipulé à volonté par des politiciens. On accusa la direction du syndicat d'intentions criminelles. Selon le colonel Wojciech Zukrowski, écrivain gouvernemental, les dirigeants de Solidarité qui "voulait grimper sur le dos des ouvriers et régenter la Pologne comme leur héritage" cherchaient à "préparer une boucherie" pour les autorités du parti et leurs partisans (Zolnierz Wolnosci (Le soldat de la liberté) 16 décembre 1981). Le thème fut repris pour accuser de terrorisme Solidarité clandestine. A la veille des manifestations prévues par le syndicat, la télévision montrait des armes "découvertes" chez des militants clandestins. Les téléspectateurs les plus attentifs remarquèrent qu'on leur montrait chaque fois le même arsenal.

Deuxième crime, planifié par la direction du syndicat : la guerre civile et le bain de sang. On y avait, paraît-il, échappé de justesse. Les mots "au bord du précipice" se répètent sans arrêt dans la propagande des premiers mois de l'état de guerre. La presse lança contre Solidarité, privé de parole, les pires calomnies et les accusations les plus fantaisistes, tout en présentant le pouvoir militaire comme le sauveur de la nation :

"A l'automne 1981, le développement de la situation conduisait notre pays au bord du précipice. Rappelons-nous que les structures de l'Etat avaient cessé d'exister, désorganisées par la crise et paralysées par l'opposition. L'économie s'enfonçait vers la ruine. Les divisions de la société s'aggravaient, tout en n'ayant aucun fondement rationnel. Les conflits permanents, les manifestations, les grèves attisaient les haines et faisaient des ravages psychiques. Il était impossible de dominer cette situation, il était impossible d'introduire les réformes nécessaires, en vain lançait-on des appels et des propositions en

faveur d'un consensus national. Disons-le franchement, la guerre civile menaçait" (Trybuna Ludu 12 et 13 juin 1982 - article de Piotr Rządca).

"La vie de plus en plus anarchique de notre pays, la violation de l'ordre juridique, le blocage total des activités administratives servaient la direction de la contre-révolution, en réchauffant le mécontentement et les sentiments destructeurs. La démagogie sociale, la guerre des affiches et des tracts distillant le poison et la haine à l'égard du pouvoir, les mensonges et l'invention de nouvelles pages blanches pour souiller l'histoire de notre pays, voilà les armes dont on s'est servi massivement et de façon parfaitement programmée. Lors des dernières semaines, on en était arrivé à constituer des gangs d'individus soigneusement choisis pour leur agressivité et leurs conflits avec la loi. Ils préparaient des coups contre l'ordre juridique et la légalité. Leurs méthodes avaient pour exemples les modèles de terreur psychique et physique déjà adoptés dans l'histoire par les mouvements extrémistes". (Colonel Zdzislaw Rozbicki -Zolnierz Wolnosci 2 et 3 janvier 1981).

"Des revendications furent avancées pour améliorer le régime pénitentiaire, soi-disant dans des buts humanitaires. En fait, il s'agissait de toute autre chose, à savoir de créer les conditions favorables... aux évasions. Ainsi, des individus échappant à la punition de leurs délits auraient pu renforcer les rangs contre-révolutionnaires et donner libre cours à leurs activités destructrices. Au moment du coup décisif contre l'Etat socialiste, ils auraient pu se trouver à la tête des forces contre-révolutionnaires". (Colonel Marian Nowicki -Zolnierz Wolnosci 20 janvier 1982).

"La période qui va de la fameuse réunion de Radom à celle de la Commission Nationale de Solidarité vit en pratique s'activer

des gangs de modèle fasciste... Ces faits ont suffisamment dévoilé le vrai visage des aventuriers et renforcé ma conviction, ainsi que celle de bien d'autres gens, que les idéologues de Solidarité sont formés sur des modèles fascistes". (Bronislaw Kruszewski - Zolnierz Wolnosci)

En plus de ces calomnies, la propagande a eu recours à d'autres procédés : elle a félicité le pouvoir militaire, non seulement d'avoir mis fin à la terreur, soi-disant causée par Solidarité, mais aussi d'avoir fait tomber le chiffre des délits, des crimes et cambriolages. Les nouvelles de capture de militants de Solidarité, clandestins ou non, voisinaient toujours avec celles annonçant l'arrestation de délinquants de droit commun. On a souligné que l'état de guerre avait mis fin à une criminalité qui aurait pris des proportions effrayantes. Ainsi, on a affirmé que le danger menaçant la sécurité publique résultait directement de la vie anarchique instaurée par Solidarité.

Ceux qui fomentaient la guerre civile, à en croire la propagande qui les qualifiait d'"extrémistes de Solidarité", c'est-à-dire l'opposition, les militants du KOR et de la KPN, auraient été subordonnés "à la disposition de centres étrangers". Ils en auraient reçu instructions et aide matérielle. Certains de ces militants auraient tout simplement été des espions.

Très souvent, parfois quotidiennement, avant les manifestations appelées par Solidarité clandestine, on a pu lire dans les journaux ou voir à la télévision "toute la vérité" sur des gens auxquels on ne donnait par ailleurs aucun droit de réponse à ces calomnies. L'exemple le plus grotesque, ce fut une émission en août 1982 où Karol Modzelewski fut, entre autre, accusé d'avoir refusé la parole à d'autres de façon non-démocratique. Mais le souci de démocratie n'alla pas jusqu'à présenter Karol Modzelewski devant les caméras, ce qui n'offrait alors aucune difficulté,

puisqu'il était emprisonné.

On a accusé le KOR d'être une mafia et la KPN de représenter le chauvinisme. Sous prétexte d'avoir transmis en Occident le rapport qu'il adressait à la Conférence de Madrid (CSCE), Romaszewski est traité d'espion. On leur reproche à tous d'avoir voulu prendre le pouvoir et d'avoir été stipendiés par "des mandants occidentaux". On avance la thèse d'un "putsch anti-socialiste" manigancé par "les adversaires du socialisme sous le sigle de la KPN, par le KOR, par les extrémistes de Solidarité et par les cercles révolutionnaires de l'église". (Jan Sobczak - Zolnierz Wolnosci 9 et 10 janvier 1981).

Les rôles définis au sommet "par les mandants étrangers" auraient été attribués depuis plusieurs années aux opposants et "à certains milieux sionistes poussant la société polonaise aux antagonismes". "Tout fut pensé et concocté bien à l'avance par les services spécialisés de l'appareil de guerre psychologique des pays de l'OTAN". (Colonel Josef Godyk - Zolnierz Wolnosci 23 février 1982).

Pour mieux salir certains militants des syndicats et de l'opposition aux yeux de la société, la propagande ajoute l'insulte à la calomnie. Tous les coups sont permis. Dans son reportage au camp d'internement de femmes à Goldap, Dionizy Sidorski écrit que les femmes sont laides, vieilles, et repoussantes. (Gazeta Wspolczesna 2 au 4 avril 1982). Ces sous-entendus suggèrent par dessus le marché qu'elles sont avides, agressives et sales.

D'après Henryk Prawda, dans Glos Szczecinski du 21 janvier 1982, le président de Solidarité de la région de Lodz, Andrzej Slowik est un vampire politique.

Après que sept membres du KOR furent inculpés d'avoir préparé

le renversement du régime par la force, Trybuna Ludu publia une série d'articles accusant de tous les crimes les membres du KOR. Depuis la vénalité : "Les billets verts étaient devenus la monnaie de tous les jours pour des gens comme Kuron ou Michnik", jusqu'aux tentatives d'entraîner la Pologne à sa perte : "Pour être bref, ce fut un mouvement de quelques uns contre les masses. L'union des marginaux de la société contre la société. Et surtout, une initiative subversive en liaison avec des centres occidentaux... Une inspiration générale occidentale conseillait aux "commandos" d'attiser les foyers de tension et de les multiplier en Pologne, de grossir le mécontentement social et de semer le trouble... La désagrégation de l'Etat, l'atomisation de la société et même la guerre civile ouverte : voilà l'incendie qui à partir de la Pologne devait embraser toute la communauté socialiste.

On a accusé Kuron d'avoir donné 60 interviews et Michnik 34, à l'époque de Solidarité. Le journaliste de Trybuna Ludu suggère que c'étaient des mensonges pour semer le trouble.

On accuse les membres du KOR, en particulier Michnik, d'avoir voulu détruire le POUP, d'avoir été liés à des révisionnistes, des terroristes et des anarchistes. On les accuse d'être les relais de "l'agression idéologique de l'OTAN contre la Pologne", d'être antipolonais, d'être des maniaques du suicide : "Poussant au suicide, le KOR conduisait la Pologne là où voulaient la diriger les commanditaires américains". On les accuse d'avoir cultivé les traditions de Béria : "Les gens de l'acabit de Michnik voulaient à n'importe quel prix récupérer le pouvoir perdu par leurs pères". On les accuse d'avoir créé une mafia militaire : "Peu nombreux, mais formant une élite, les cadres du KOR avec leurs tâches opérationnelles..."

Enfin, comme le dit l'acte d'accusation, on les accuse d'avoir voulu renverser le régime par la force, ce qui n'a pas encore été démontré devant le tribunal.

(Les citations ci-dessus sont tirées des articles suivants d'Ignacy Krasicki : "Contre l'Etat, contre la Pologne" Trybuna Ludu 14 septembre 1982 ; "Les racines sont profondes" Trybuna Ludu 20 septembre 1982 ; "Vers le suicide" Trybuna Ludu 22 septembre 1982).

Par ailleurs, la télévision collabore avec le SB (services de sécurité) en utilisant dans ses programmes des images obtenues au moyen de caméras dissimulées pendant les interrogatoires. Les téléspectateurs ont pu voir cela à trois reprises. La première fois en été 1982, après les manifestations de la place de la Victoire à Varsovie devant les croix de fleurs en hommage au cardinal Wyszynski. On a montré des adolescents apeurés, humiliés plutôt qu'interrogés, contraints de prononcer des paroles repentantes. Leurs yeux étaient bandés, mais on communiquait les noms de leurs lieux de travail.

Début septembre, après les grandes manifestations du 31 août, on a montré au petit écran deux femmes arrêtées au moment où elles payaient des amendes au tribunal afin d'obtenir la libération de manifestants. L'une de ces femmes pouvait être identifiée puisqu'on indiquait son lieu de travail et son poste.

Enfin, on a montré à la télévision Adam Borowski, collaborateur de la Commission d'Intervention de Solidarité-Mazowsze et président du syndicat d'une entreprise de Varsovie, lors de l'instruction de son procès. De sa prison, il a envoyé le communiqué suivant à Solidarité clandestine : "Je déclare n'avoir jamais participé à une émission télévisée. On m'a montré à mon insu et sans mon accord. Le film a été tourné par une caméra dissimulée lors d'un interrogatoire au Commissariat central de la milice. Au montage, on y a ajouté une soi-disant déclaration verbale, fabriquée de toutes pièces. J'ai l'intention de porter plainte pour diffamation. L'information selon laquelle j'ai cité Romaszewski est fausse". Adam Borowski, Varsovie, 14 rue Odolanska.